

PRODUITS PETROLIERS
RÉGIME D'EXONÉRATION DES TAXES
INTERIEURES DE CONSOMMATION POUR LES
PRODUITS ENERGETIQUES QUI FONT L'OBJET
D'UN DOUBLE USAGE OU QUI SONT UTILISES DANS
UN PROCEDE DE FABRICATION DE PRODUITS
MINERAUX NON METALLIQUES

BOD n°

du :

texte n° 08-

nature du texte : DA

du :

classement : J.

RP : Produits pétroliers

bureau : F2

nombre de pages :

diffusion : EXTERNE

NOR :

mots-clés : Exonération de TIC, double usage, produits minéraux non métalliques (procédés minéralogiques)

Date d'entrée en vigueur du texte : Immédiate

Date de caducité du texte :

Références :

- article 265, 265 B et 265 C du code des douanes
- décret du 24 septembre 2008
- arrêté du 13 octobre 2008

La présente instruction a pour objet de définir le régime d'exonération des taxes intérieures de consommation pour les produits énergétiques faisant l'objet d'un double usage ou qui sont utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, suite à l'adoption en loi de finances rectificative pour 2007 des 2° et 3° du I de l'article 265 C du code des douanes, qui transpose en droit national les dispositions de la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003, restructurant le cadre de taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

Signé : L'Inspecteur des Finances,
Chargé de la sous-direction des droits indirects,

Henri HAVARD

SOMMAIRE

Introduction

I – CARACTERISTIQUES DU REGIME D'EXONERATION

A- Le régime d'exonération est un régime fiscal

B- Le régime d'exonération est indépendant du régime douanier

II - CHAMP D'APPLICATION DU REGIME FISCAL

A- Principe général

1. Double usage
2. Procédés minéralogiques

B- Les opérateurs

1. Les fournisseurs
2. Les distributeurs
3. Les utilisateurs

III – MODALITES D'APPLICATION ET OBLIGATIONS DES OPERATEURS

A- Principes généraux régissant l'application du régime fiscal privilégié

B- Les obligations des fournisseurs

C- Les obligations des distributeurs

1. Obligations générales
2. Autres prescriptions

D- Les obligations des utilisateurs

1. Obligations générales
2. Autres prescriptions

E – Dispositions relatives au barémage des cuves

IV – REMBOURSEMENT DE LA TIPP INDUMENT ACQUITTEE

A- Le principe de remboursement

B- La procédure de remboursement

1. Présentation de la demande
2. Instruction de la demande de remboursement

ANNEXES

Annexe I : décret du 24 septembre 2008 pris pour l'application des dispositions des 2° et 3° du I de l'article 265 C du code des douanes relatif aux produits énergétiques, mentionnés à l'article 265 du même code, faisant l'objet d'un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits

Annexe II : arrêté du 13 octobre 2008 pris pour l'application des dispositions des 2° et 3° du I de l'article 265 C du code des douanes relatif aux produits énergétiques, mentionnés à l'article 265 du même code, qui font l'objet d'un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits

Annexe III : Modèle d'autorisation de réception, de stockage, de manipulation et de distribution des produits en exonération de TIC

Annexe IV : Modèle d'autorisation d'utilisation des produits en exonération de TIC

Annexe V : Modèle de déclaration trimestrielle d'activité (distributeur), double usage

Annexe V bis : Modèle de déclaration trimestrielle d'activité (distributeur), procédés minéralogiques

Annexe VI : Tableau de synthèse

INTRODUCTION

[1] L'article 2.4 de la directive 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre commun de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, place hors du champ de la taxe intérieure de consommation (TIC), les produits énergétiques :

- qui font l'objet d'un double usage, c'est-à-dire lorsqu'ils sont utilisés à la fois comme combustible et pour des usages autres que carburant ou combustible ;
- qui sont utilisés dans un procédé minéralogique, c'est-à-dire dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques.

[2] Ce régime d'exonération a été transposé en droit national aux 2° et 3° du I de l'article 265 C du code des douanes, qui exonèrent de TIC les produits énergétiques qui font l'objet d'un double usage ou qui sont utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques (procédés minéralogiques). Ses modalités d'application sont exposées dans l'arrêté du 13 octobre 2008 (annexe II).

L'identification préalable, par l'administration, des distributeurs et utilisateurs, est impérative. A défaut, ceux-ci ne peuvent acquérir, détenir, utiliser et vendre les produits à des distributeurs ou des utilisateurs non identifiés. La délivrance de ces identifications est effectuée par les directions régionales des douanes territorialement compétentes au regard des lieux de stockage ou d'utilisation.

I – CARACTERISTIQUES DU REGIME D'EXONERATION

A – Le régime d'exonération est un régime fiscal

[3] Ce régime d'exonération ne vise que la TIC sur les produits énergétiques. Par conséquent, ces derniers demeurent assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

[4] Le champ d'application territorial se limitant au territoire métropolitain, les autorisations administratives délivrées dans le cadre de ce régime ne sont valables que pour les usages autorisés en France métropolitaine. Les autorisations délivrées dans les autres Etats membres de l'Union européenne pour un régime similaire, ne peuvent en aucun cas trouver application en France.

Aussi, les produits mis à la consommation en France au titre de ce régime, doivent impérativement recevoir l'usage autorisé par l'arrêté précité. A défaut, ils doivent être rétrocédés à un entrepositaire agréé afin d'être réintégrés sous régime fiscal suspensif. Dans la mesure où l'exonération de TIC est conditionnée par l'usage autorisé des produits faisant l'objet d'un double usage ou qui sont utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, sur le territoire national, ceux-ci ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'expédition en exonération d'accise vers un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf à ce que le produit acquitte la fiscalité de droit commun ou soit réintégré sous régime fiscal suspensif.

B. Le régime d'exonération est indépendant du régime douanier

[5] L'exonération prévue par ce régime ne portant que sur la TIC, les produits énergétiques importés sont, en cas de mise à la consommation et sauf exemption, assujettis aux droits de douane.

II - CHAMP D'APPLICATION DU REGIME FISCAL

A. Principe général

[6] 1) Double usage

Il résulte de l'article 265 C précité, que les produits énergétiques ne sont pas soumis aux taxes intérieures de consommation, lorsqu'ils font l'objet d'un double usage, c'est-à-dire lorsqu'ils sont utilisés à la fois comme combustible et pour des usages autres que carburant ou combustible.

Sont notamment considérés comme produits à double usage les combustibles utilisés dans des procédés métallurgiques ou de réduction chimique. L'exonération est limitée aux seules quantités de produits énergétiques utilisées pour ce double usage.

Le double usage est défini dans le décret pris pour l'application de l'article 265 C (annexe I). D'une manière générale, sont concernés les produits énergétiques figurant aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes. Selon un principe général, ils sont utilisés à un double usage lorsque leur combustion est une étape nécessaire à leur transformation en vue d'obtenir un autre produit, recherché par l'opérateur en vue de l'utiliser.

Le double usage se limite aux seuls cas où les produits de la combustion sont recherchés par l'opérateur qui utilise le produit énergétique. L'exonération est limitée aux seules quantités de produit énergétique servant à obtenir le produit recherché et effectivement utilisé.

[7]

Deux cas particuliers sont également considérés comme rattachables à un double usage :

- *les produits énergétiques utilisés dans des procédés métallurgiques*, c'est-à-dire des activités de production et de transformation à chaud des métaux ferreux et non ferreux et de leurs alliages, visées sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées (telle que définie en colonne A de l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement) :

- 2545- fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliages ;
- 2546- traitement des minerais non ferreux, élaboration des métaux et alliages non ferreux ;
- 2550- fonderie de plomb et alliages contenant du plomb ;
- 2551- fonderie des métaux et alliages ferreux ;
- 2552- fonderie des métaux et alliages.

Les produits énergétiques utilisés comme combustible dans les procédés métallurgiques bénéficient de l'exonération au titre du double usage, sans qu'il y ait lieu de se demander si l'utilisation de ces produits dans le cadre de ces activités correspond au principe général décrit ci-dessus.

- *les produits énergétiques utilisés dans des procédés de réduction chimique*, réaction au cours de laquelle une substance perd de l'oxygène ou gagne de l'hydrogène. Dans tous les cas, cette réaction chimique entraîne un gain d'électrons. Cette réaction nécessite souvent un apport de chaleur.

Lorsqu'un opérateur cherche à obtenir une substance qui est issue d'une réduction chimique, les produits énergétiques utilisés comme combustible pour apporter la chaleur nécessaire à la réaction de réduction, sont exonérés au titre du double usage. Dans ce cas particulier, l'exonération s'applique aux produits énergétiques utilisés comme combustible pour apporter la chaleur nécessaire à la réduction, sans qu'il y ait lieu de se demander si l'utilisation de ces produits répond au principe général exposé ci-dessus.

[7]

2) Procédés minéralogiques

Sont admis au bénéfice de ce régime d'exonération, les produits énergétiques figurant aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes lorsqu'ils sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, classé dans la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, telle qu'elle résulte du règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil sous la rubrique « DI 26 ».

Le tableau ci-après présente les activités reprises dans cette rubrique, et leur nouvelle classification dans la NACE Rév. 2 (issue du règlement CE n° 1893/2006 modifiant le règlement n°3037/90) :

NACE version 1		NACE version 2		Intitulé des activités
Rubrique DI 26		Division 23		
Code NAC E	Code NAF	Code NAC E	Code NAF	
26.1		23.1		Fabrication de verre et d'articles en verre
26.11	26.1.A	23.11	23.11 Z	Fabrication de verre plat
26.12	26.1.C	23.12	23.12 Z	Façonnage et transformation du verre plat
26.13	26.1.E	23.13	23.13 Z	Fabrication de verre creux
26.14	26.1.G	23.14	23.14 Z	Fabrication de fibres de verre
26.15	26.1Jp 26.1 K	23.19	23.19 Zp	Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique
26.2		23.2		Fabrication de produits réfractaires
26.26	26.2 L	23.20	23.20 Z	Fabrication de produits réfractaires
26.3		23.3		Fabrication de matériaux de construction en terre cuite
26.30	26.3 Z	23.31	23.31 Z	Fabrication de carreaux en céramique
26.40	26.4 A 26.4 B 26.4 C	23.32	23.31 Zp	Fabrication de briques, tuiles, et produits de construction, en terre cuite
26.2		23.4		Fabrication d'autres produits en céramique et en porcelaine
26.21	26.2 A	23.41	23.41Z	Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental
26.22	26.2 C	23.42	23.42 Z	Fabrication d'appareils sanitaires en céramique
26.23	26.2 Ep	23.43	23.43 Z	Fabrication d'isolateurs et pièces isolantes en céramique
26.24	26.2 G	23.44	23.44 Zp	Fabrication d'autres produits céramiques à usage technique
26.25	26.2 J	23.49	23.49 Z	Fabrication d'autres produits céramiques
26.5		23.5		Fabrication de ciment, chaux et plâtre
26.51	26.51 A	23.51	23.51 Z	Fabrication de ciment
26.52 26.53	26.5 C 26.5 E	23.52	23.52 Zp	Fabrication de chaux et plâtre
26.6		23.6		Fabrication d'ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre

NACE version 1		NACE version 2		Intitulé des activités
26.61	26.6 A	23.61	23.61 Z	
26.62	26.6 C	23.62	23.62 Z	Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction
26.63	26.6 E	23.63	23.63 Z	Fabrication de béton prêt à l'emploi
26.64	26.6 G	23.64	23.64 Z	Fabrication de mortiers et bétons secs
26.65	26.6 J	23.65	23.65 Z	Fabrication d'ouvrages en fibre-ciment
26.66	26.6 L	23.69	23.69 Z	Fabrication d'autres ouvrages en béton, en ciment ou en plâtre
26.7		23.7		Taille, façonnage et finissage de pierres
26.70	26.7 Z	23.70	23.70 Z	Taille, façonnage et finissage de pierres
26.8		23.9		Fabrication de produits abrasifs et de produits minéraux non métalliques n.c.a *
26.81	26.8 A	23.91	23.91 Z	Fabrication de produits abrasifs
26.82	26.8 C	23.99	23.99 Z	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a*
*n.c.a. : non classé ailleurs				

L'exonération porte sur les consommations de produits utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques (ex : utilisation comme combustible dans le procédé industriel).

Précisions communes aux deux régimes d'exonération

[9]

Les produits énergétiques dont l'utilisation ne concourt pas directement aux procédés comportant un double usage ou de fabrication de produits minéraux non métalliques (chauffage des locaux, engins de transport de personnes ou de marchandises) ne bénéficient pas de l'exonération de TIC.

Le pétrole lampant, le gazole, et par extension le white spirit, exonérés au titre du double usage ou du procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, n'ont pas l'obligation d'être tracés au moyen du marqueur fiscal commun, « le Solvent Yellow 124 » (disposition prévue par la directive 95/60/CE du Conseil du 27 novembre 1995 modifiée¹).

B. Les opérateurs

Trois catégories d'opérateurs sont à distinguer : les fournisseurs, les distributeurs et les utilisateurs.

1) Les fournisseurs

[10]

Sont considérés comme « fournisseurs » au sens de l'article 1^{er} de l'arrêté du 13 octobre 2008, les opérateurs qui mettent les produits à la consommation en suite d'importation, à la sortie d'un régime suspensif de taxes (circulation, production ou stockage) ou qui les versent directement sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés.

En cas de réception de produits en suspension de taxes, d'un autre Etat membre de l'Union européenne, les fournisseurs doivent disposer, préalablement à toute introduction, du statut d'entrepoteur agréé, d'opérateur enregistré ou d'opérateur non enregistré dans le domaine des huiles minérales.

¹ Directive 95/60/CE concernant le marquage fiscal du gazole et du pétrole lampant (JO L 291 du 6.12.1995, p. 46)

[11] Certains opérateurs peuvent être fournisseur et distributeur, ou bien fournisseur et utilisateur au sens de l'arrêté du 13 octobre 2008 précité (ex : un fournisseur qui met à la consommation des produits, les stocke et les utilise en exonération sera considéré comme fournisseur et utilisateur).

De la même manière, un fournisseur qui met à la consommation des produits, les stocke en exonération en vue de les vendre à des utilisateurs finals, est considéré comme fournisseur et distributeur.

Dans les cas exposés ci-dessus, l'opérateur devra respecter les obligations imposées aux fournisseurs des produits et les obligations mises à la charge de l'utilisateur ou du distributeur, selon le cas.

[12] Par ailleurs, contrairement aux distributeurs et utilisateurs, aucune autorisation administrative n'est exigible dans le cadre du présent régime, pour les fournisseurs.

2) Les distributeurs

[13] Sont considérés comme « distributeurs » au sens de l'article 2 de l'arrêté du 13 octobre 2008, les personnes physiques ou morales identifiées par l'administration des douanes préalablement à toute opération relevant du régime d'exonération, comme habilitées à recevoir, manipuler, stocker les produits dans leurs établissements, et les vendre à d'autres distributeurs ou utilisateurs finals. La date d'effet des exonérations ne saurait être antérieure à la date de réception de la demande d'identification, par l'administration.

[14] Sont également considérés comme distributeur, les opérateurs qui facturent et livrent ou font livrer, sans stockage préalable dans leurs installations, les produits à leur clients utilisateurs ou à d'autres distributeurs, à partir de l'établissement du fournisseur.

[15] Tous les magasins de distribution (petites, moyennes et grandes surfaces), les grossistes, et autres magasins qui reçoivent et stockent les produits en vue d'une vente ultérieure à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finals, doivent pour obtenir le statut de distributeur, être identifiés.

[16] Certains distributeurs peuvent être successivement considérés comme fournisseur, puis distributeur, ou bien distributeur et utilisateur, lorsqu'ils utilisent pour leur propre usage les produits stockés en exonération dans leur établissement ou sur leur lieu d'activité. Dans ces cas, les distributeurs doivent respecter toutes les obligations imposées par l'arrêté du 13 octobre 2008 pour les différents opérateurs et détenir, le cas échéant, les statuts de distributeur et d'utilisateur.

[17] Les distributeurs sont par ailleurs autorisés de droit à procéder à certaines manipulations des produits stockés en exonération. Sont notamment autorisés le conditionnement ou le reconditionnement des produits, l'ajout de produits chimiques ou autres (ex : colorants, parfums, anti-moisissures, lubrifiants, *etc.*). Toutefois, les opérations autorisées dans ce cadre ne peuvent être assimilées à une fabrication d'huiles minérales pour lesquelles un taux de taxe est fixé aux tableaux B et C de l'article 265 du code des douanes. Une fabrication s'analyse *a minima* comme le changement de position tarifaire du produit.

[18] Cette identification est accordée par le directeur des douanes dans le ressort duquel se situe le ou les établissements de stockage du distributeur ou de son lieu d'activité en l'absence d'établissement de stockage, selon le modèle présenté en annexe III. Elle est valable cinq ans, renouvelable à l'initiative du distributeur, et désigne, pour chacun des établissements ou lieux d'activité, un bureau de douane de rattachement.

Les identifications sont délivrées à des fins fiscales et ne constituent pas une autorisation de stockage et de manipulation au regard de la réglementation environnementale. Il convient par conséquent de préciser sur les identifications délivrées, que le stockage et la manipulation des produits doivent être conformes à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

[19] Les demandes d'identification comportent les indications suivantes :

- la raison sociale du distributeur (extrait K bis de moins de trois mois), la désignation et l'adresse du lieu de réception, de stockage et de manipulation des produits ;
- la position tarifaire des produits, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- les quantités annuelles de produits reçus, stockés et manipulés au cours du dernier exercice comptable clos ;

- la description des moyens de stockage (vrac ou conditionné, capacité des cuves, etc.) ;
- le cas échéant, la nature des manipulations envisagées ;
- les modes de distribution, les moyens de transport utilisés ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- l'indication de livraisons directes du fournisseur aux clients du distributeur dans le cas où celui-ci n'envisage pas de stockage physique dans son établissement ;
- l'existence de certificat de jaugeage et de barémage, en cours de validité, pour les cuves et bacs d'une capacité supérieure à 1 500 litres ;
- en cas de manipulation des produits, le taux de pertes correspondant à ces manipulations.

L'instruction des demandes peut par ailleurs donner lieu à une enquête dans les établissements ou les lieux d'activité.

[20] Dans l'hypothèse de livraisons directes depuis l'établissement du fournisseur à l'utilisateur, sans stockage chez le distributeur, l'autorisation de réception et de stockage de ce distributeur devra comporter la mention « livraison directe » inscrite à la rubrique « description des moyens de stockage des produits » dans l'autorisation administrative délivrée par la direction régionale.

Chaque décision d'autorisation est établie en un original et au moins deux copies. L'original est adressé au distributeur. Il lui appartiendra d'en établir autant de photocopies qu'il est nécessaire pour permettre à ses fournisseurs (voire à d'autres distributeurs) de déclarer au bénéfice du régime d'exonération, les produits qui lui sont destinés.

[21] Si des éléments essentiels constitutifs de l'identification, comme par exemple la raison sociale ou l'adresse du distributeur, la nature des produits ou des manipulations, sont susceptibles d'être modifiés au cours de la durée de validité de l'autorisation, le distributeur doit en informer la direction régionale des douanes territorialement compétente au minimum un mois avant la date de la modification.

L'actualisation de l'autorisation est délivrée par l'administration dans ce même délai d'un mois de façon à permettre à l'opérateur de continuer son activité, notamment auprès de son ou ses fournisseur(s).

Lors de la demande de renouvellement de l'identification, si aucun élément constitutif de l'identification précédente n'est modifié, une simple demande de l'opérateur certifiant que son activité demeure inchangée suffit pour délivrer une nouvelle autorisation sur la base des renseignements fournis lors de la précédente demande d'identification.

Si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'identification du distributeur sont modifiés, l'opérateur fournit, en tant que de besoin, les renseignements et pièces justificatives correspondant à ces modifications, lesquelles sont indiquées dans la nouvelle autorisation.

3) Les utilisateurs

[22] A l'instar des distributeurs, les utilisateurs doivent impérativement être identifiés par l'administration des douanes, préalablement à toute réception et utilisation des produits en exonération. Ce régime d'exonération est subordonné à l'obtention de cette autorisation. Par conséquent, la date d'effet des exonérations ne peut être, au mieux, que la date de la réception de la demande d'identification par l'administration.

[23] L'autorisation, valable cinq ans et renouvelable à l'initiative de l'utilisateur, est délivrée par le directeur régional des douanes du lieu de réception et d'utilisation des produits selon le modèle présenté en annexe IV. Elle désigne pour chacun des lieux d'utilisation, un bureau de douanes de rattachement.

Ces autorisations sont délivrées à des fins fiscales et ne constituent pas une autorisation d'emploi au regard de la réglementation environnementale. Il convient par conséquent de préciser sur les autorisations délivrées, que l'usage de ce produit doit être conforme à la réglementation en vigueur en cette matière.

[24] Les demandes d'identification comportent les indications suivantes :

- la raison sociale (extrait K bis de moins de trois mois) et l'adresse de l'utilisateur ;
- la position tarifaire des produits, et éventuellement leur dénomination commerciale ;

- la nature de l'utilisation envisagée ;
- la description du processus de fabrication, y compris, le cas échéant, le taux de perte ;
- les quantités annuelles de produits utilisés au cours du dernier exercice comptable clos ;
- l'indication de l'endroit où la réception et l'utilisation des produits doivent avoir lieu ;
- la description des moyens de stockage des produits (vrac ou conditionné, capacité des cuves, etc.) ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- le cas échéant, la nature des produits, des résidus ou des déchets obtenus ainsi que leur destination ;
- un certificat de jaugeage et de barémage, en cours de validité, pour les cuves et bacs d'une capacité supérieure à 1 500 litres.

Cette instruction peut donner lieu à une enquête dans les établissements auxquels les produits sont destinés.

Chaque décision d'autorisation est établie en un original et au moins deux copies. L'original est adressé au bénéficiaire, qui établira autant de copies que nécessaire pour permettre à ses fournisseurs (ou distributeurs) de déclarer au bénéfice du régime d'exonération, les produits qui lui sont destinés.

[25] Si des éléments essentiels constitutifs de l'identification, tels que la raison sociale ou l'adresse de l'utilisateur, la nature des produits ou leur utilisation, la destination des déchets éventuels, sont susceptibles d'être modifiés au cours de la durée de validité de l'autorisation, l'utilisateur doit en informer la direction régionale des douanes territorialement compétente, au minimum un mois avant la date de la modification.

L'actualisation de l'autorisation est délivrée par l'administration dans ce même délai d'un mois de façon à permettre à l'opérateur de continuer son activité, notamment auprès de son ou ses distributeur(s).

En cas de demande de renouvellement, une simple demande de l'opérateur certifiant que son activité demeure inchangée, suffit pour obtenir une nouvelle autorisation, en l'absence de modifications. Dans le cas contraire, l'opérateur fournit les renseignements et pièces justificatives correspondant aux modifications intervenues, lesquelles sont indiquées dans la nouvelle autorisation.

III – MODALITES D'APPLICATION ET OBLIGATIONS DES OPERATEURS

A. Principes généraux régissant l'application du régime fiscal privilégié

[26] L'exonération de TIC prévue pour les produits énergétiques admis au bénéfice du régime fiscal privilégié, est appliquée lors des opérations d'accomplissement des formalités fiscales par les fournisseurs.

[27] Toutefois, lorsque ces produits énergétiques ont été soumis à la TIC lors de leur mise à la consommation ou de leur versement direct sur le marché national en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés, il peut être procédé à titre exceptionnel à un remboursement de cette taxe, dans les conditions fixées aux § 72 et 73.

[28] En cas de cession directe des fournisseurs, les produits énergétiques ne peuvent être cédés aux distributeurs ou utilisateurs autorisés, que par les fournisseurs :

- qui les ont mis à la consommation lors de leur sortie des entrepôts fiscaux de production (usines exercées) ou de stockage, lors de leur réception directe en suspension de taxes en provenance d'un autre Etat membre de la Communauté européenne ou lors de leur importation directe ;
- qui les ont déclarés pour leur versement direct sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés.

[29] En cas de cession directe des distributeurs aux utilisateurs, les produits réceptionnés et stockés par les distributeurs autorisés, ne peuvent être cédés qu'aux utilisateurs eux-mêmes autorisés à les recevoir et à les utiliser pour le bénéfice du régime fiscal privilégié.

[30] Un distributeur autorisé à s'approvisionner en produits admis au bénéfice du régime doit, à défaut de clients autorisés, rétrocéder les produits à un fournisseur possédant le statut d'entrepôt agréé pour une réintégration en entrepôt fiscal de production ou de stockage, ou les acheminer vers un autre établissement autorisé à les recevoir et à les stocker en vue d'une livraison ultérieure à des utilisateurs.

De même, si les utilisateurs autorisés ne peuvent destiner les quantités reçues aux usages prévus, ils doivent soit les rétrocéder à un fournisseur possédant le statut d'entrepôt agréé pour une réintégration en entrepôt fiscal de production ou de stockage, soit à un distributeur autorisé. Dans la mesure où ils ne possèdent pas le statut de distributeur, ils ne peuvent les céder à un autre utilisateur, même autorisé.

B. Les obligations des fournisseurs

Tout fournisseur qui met à la consommation ou qui verse directement sur le marché intérieur en suite de circulation intracommunautaire en régime de droits acquittés, les produits admis au bénéfice du présent régime, doit :

[31] a) déposer au bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales, avant toute opération, une copie de la décision d'autorisation concernant le distributeur ou l'utilisateur auquel les produits sont destinés. Si de telles opérations sont effectuées, pour un même utilisateur ou distributeur, auprès de plusieurs bureaux de douane, une copie de la décision d'autorisation doit être déposée auprès de chacun des bureaux. Le défaut d'accomplissement de cette formalité interdit l'octroi du régime d'exonération.

Le service des douanes conserve les copies des différentes autorisations, qui lui permettent de recevoir les déclarations successives de produits énergétiques admis au régime fiscal privilégié et destinés aux distributeurs ou utilisateurs visés dans ces décisions. Il examine la date de validité des autorisations.

[32] b) indiquer, sur chaque déclaration en douane de ces produits (DAU, DSP, DAT), la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisé à les recevoir, le lieu et l'adresse de réception et de stockage ou d'utilisation des produits, ainsi que la référence à la décision d'autorisation correspondante et l'indication du service des douanes de rattachement figurant sur cette décision.

[33] En cas de livraison directe de produits du fournisseur aux clients autorisés du distributeur, sans stockage physique dans les établissements de ce dernier, le fournisseur établit les déclarations de mise à la consommation ou de versement sur le marché intérieur conformément au paragraphe ci-dessus, en précisant toutefois l'adresse du lieu de livraison (l'utilisateur) en complément de celle de l'acquéreur (le distributeur).

[34] c) s'engager à livrer ces produits aux distributeurs ou aux utilisateurs désignés dans les déclarations.

[35] d) tenir à disposition du bureau de douane, un relevé mensuel des livraisons de produits, par distributeur ou par utilisateur, comportant l'espèce des produits déclarés, la dénomination commerciale, la quantité (en volume ou en poids, selon l'assiette retenue pour leur imposition en régime normal²), la désignation des établissements destinataires (utilisateurs ou distributeurs). Ces relevés mensuels doivent être présentés à première réquisition du service des douanes. Ils sont conservés pendant une durée de trois ans.

[36] e) faire figurer pour chaque livraison de produits, sur les factures ou documents en tenant lieu, contrats de vente éventuels et emballages des produits conditionnés (en caractères apparents et de couleur distinctive), la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (arrêté ministériel du 13 octobre 2008)."

C. Les obligations des distributeurs

[37] Un distributeur ne peut recevoir, stocker ou manipuler les produits en exonération de TIC que dans

² A l'exception de celle du fioul lourd, l'assiette de tous les produits du tableau B de l'article 265 du code des douanes taxables à la taxe intérieure de consommation s'exprime en volume.

les établissements de stockage ou lieux d'activité désignés dans la décision administrative, pour une revente ultérieure sur le marché national à des utilisateurs finals ou à d'autres distributeurs.

1. Obligations générales :

Tout distributeur doit :

[38] a) tenir, par établissement de stockage ou lieu d'activité, une comptabilité des produits (en volume ou en poids selon l'assiette retenue pour leur imposition en régime normal²) qui fasse apparaître, jour après jour :

- les quantités reçues (par espèce tarifaire et dénomination commerciale, et par fournisseur) ;
- les quantités livrées à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finals (par espèce tarifaire et dénomination commerciale) ;
- le cas échéant, les quantités rétrocédées à un entrepositaire agréé (par espèce tarifaire et dénomination commerciale, et par entrepositaire agréé) ;
- les quantités en stock.

Cette comptabilité doit comprendre les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou rétrocédées, et donner lieu à un arrêté à la fin de chaque trimestre.

[39] En cas de livraisons directes de produits depuis l'établissement du fournisseur aux clients autorisés du distributeur, sans stockage physique chez ce dernier, celui-ci doit reprendre dans sa comptabilité matières les quantités correspondant à ces livraisons directes, et les faire apparaître en tant que telles (mention « livraison directe ») aux rubriques « quantités reçues du fournisseur ou du distributeur » et « quantités livrées aux utilisateurs ou à d'autres distributeurs » sur les déclarations trimestrielles d'activité déposées auprès du bureau de douane de rattachement (paragraphe b) ci-dessous).

[40] Lorsqu'un distributeur possède plusieurs lieux de stockage ou d'activité, la tenue centralisée de la comptabilité est autorisée à condition que la comptabilité matières de chaque établissement ou lieu d'activité soit reprise de façon spécifique. Il n'est donc pas exigé que cette comptabilité soit établie sur le lieu même du stockage ou de l'activité autorisée. Elle doit toutefois pouvoir être rapidement consultée ou mise à la disposition des services douaniers lors de tout contrôle de régularité.

[41] Lorsque les produits sont vendus au volume, la tenue d'une comptabilité au volume à 15°C n'est pas obligatoire, mais elle peut être adoptée en vue d'une plus grande rigueur comptable et pour faciliter l'explication des éventuels déficits.

[42] b) adresser, avant le 10 du mois suivant la fin d'un trimestre, au bureau de douanes de rattachement de chaque lieu d'activité ou de chaque établissement de stockage, une déclaration d'activité (selon le modèle repris en annexe V, pour le double usage et l'annexe V bis pour les procédés minéralogiques) relative aux opérations du trimestre précédant, indiquant, par produit (espèce tarifaire) :

- les quantités reçues durant le trimestre ;
- les quantités livrées aux utilisateurs finals ou à d'autres distributeurs durant le trimestre ;
- les quantités rétrocédées au cours du trimestre ;
- la situation du stock comptable en fin de trimestre.

[43] Les factures ou bons de livraison des fournisseurs ne sont pas joints à la déclaration trimestrielle d'activité, mais doivent être tenus à la disposition de l'administration, afin de justifier les quantités de produits reçues dans l'établissement.

[44] c) établir, pour chaque vente ou livraison de produits, une facture ou document en tenant lieu, précisant la nature et la quantité du produit livré, la date de vente ou de livraison ainsi que la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisés à recevoir le produit, complétée par la référence à la décision d'autorisation correspondante.

[45] d) faire figurer sur ces factures et documents, les contrats de vente éventuels et sur les emballages des produits conditionnés (en caractère apparent et de couleur distinctive), la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (arrêté ministériel du 13 octobre 2008)."

[46] e) utiliser dans son établissement pour le stockage des produits en exonération, des bacs, citernes ou réservoirs jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à 1500 litres. Il n'est pas exigé que le barèmage ait été effectué par le service des instruments de mesure ou un organisme agréé. Le barème de jauge existant (généralement fourni par le constructeur) doit néanmoins permettre un mesurage correct des produits.

[47] Le stockage en conditionné (fûts, bidons et emballages analogues) de produits énergétiques reçus au bénéfice du régime d'exonération doit faire l'objet d'un entreposage spécifique au sein de l'établissement.

Les produits reçus au bénéfice du régime d'exonération ne peuvent être stockés en mélange avec des produits similaires acquis en régime de droits acquittés.

[48] f) donner aux produits les destinations autorisées dans le cadre du présent régime, c'est-à-dire les vendre ou les rétrocéder à un distributeur autorisé ou les vendre à un utilisateur autorisé. A défaut, le distributeur doit obligatoirement rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé (généralement son fournisseur) en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif.

[49] g) informer le bureau de rattachement de la fermeture de l'établissement concerné, de la cessation de l'activité de distribution pour un usage exonéré de cet établissement ou du lieu d'activité, ou des modifications apportées à ses installations de stockage et, d'une manière générale, à l'agencement des appareils et installations de l'établissement servant à la réception, au stockage, à la manipulation et à la distribution de ces produits.

[50] En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, le distributeur doit en informer l'administration au moins un mois avant la date de l'événement. Il doit donner aux produits énergétiques en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations autorisées par le présent régime et précisées ci-dessus.

2. Autres prescriptions

a) Taux de perte

[51] Un taux de perte peut être fixé dans l'autorisation du distributeur, notamment en cas de manipulation des produits. Dans ce cas, l'opérateur doit fournir tous justificatifs utiles pour la détermination du taux de perte qui sera retenu par la direction régionale compétente.

b) Détention de produits à usage taxable (combustible ou carburant)

[52] Outre la détention et la distribution de carburants en acquitté, les distributeurs peuvent également détenir et vendre du combustible liquide pour poêles mobiles de chauffage, du pétrole lampant ou du white spirit à usage combustible. Dès lors, ces produits ne peuvent en aucune façon être mélangés au pétrole lampant ou au white spirit à usage exonéré.

[53] En effet, les produits à usage combustible sont obligatoirement tracés au moyen du traceur européen (solvent yellow 124) conformément à l'arrêté du 18 juillet 2002 modifié (DA n° 02-064 du 2 août 2002 parue au BOD n°6560 du 26 août 2002 modifié). Aussi, les distributeurs ne peuvent en aucun cas vendre les produits initialement déclarés à un usage exonéré à un utilisateur non autorisé, même en acquittant la TIPP correspondant à l'usage combustible.

De même, dans la mesure où le traceur européen doit obligatoirement être incorporé sous régime fiscal suspensif, c'est-à-dire en entrepôt fiscal de production ou de stockage, un distributeur ne peut procéder dans ses installations au traçage des produits précités. Si ce distributeur possède par ailleurs le statut d'entrepositaire agréé, il ne peut effectuer ce traçage qu'au sein d'un entrepôt fiscal.

[54] c) Par ailleurs, la vente de produits relevant du présent régime, au moyen d'appareils automatiques

de distribution, est strictement interdite.

d) Traitement des déchets résultant des manipulations ou du stockage des produits

[55]

Le distributeur, en tant que « producteur » des déchets, doit établir, sous sa responsabilité, en plus du bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI), une déclaration fiscale d'accompagnement des déchets (DFA) lors du transfert de ces produits vers leur lieu de traitement ou d'élimination. Il remplit la case A de la DFA et conserve dans sa comptabilité l'exemplaire n°1. Le transporteur-collecteur sert la case B de la DFA et conserve l'exemplaire n° 2. Si le producteur des déchets est également le transporteur, il remplit les cases A et B. Les feuillets n° 3, 4, 5 et 6 accompagnent les déchets lors de leur transport. Le destinataire remplit la case D et retourne au producteur l'exemplaire n° 3 annoté que celui-ci conservera dans sa comptabilité.

[56]

Les produits générateurs de ces déchets ayant été exonérés de TIC, la combustion des déchets est taxable au taux de TIC correspondant au produit énergétique équivalent. Sauf autorisation spéciale de la DRIRE territorialement compétente, la seule destination autorisée pour ces déchets d'huiles, est l'incinération dans un établissement classé à la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

D. Les obligations des utilisateurs

Tout utilisateur des produits ne peut les recevoir et les utiliser que dans l'établissement désigné dans la décision administrative d'autorisation.

1. Obligations générales

Tout utilisateur doit :

[57]

a) utiliser les produits dans le cadre du régime autorisé, ou leur donner une destination autorisée, c'est-à-dire rétrocéder ces produits à son fournisseur ou distributeur, ou les vendre à un distributeur autorisé. A défaut, l'utilisateur doit obligatoirement rétrocéder ces produits à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous régime fiscal suspensif.

[58]

b) justifier l'emploi des quantités reçues et notamment tenir les éléments de comptabilité matières hebdomadaire qui fassent apparaître par espèce de produit :

- le stock initial ;
- les quantités reçues ;
- les quantités utilisées dans le cadre du régime d'exonération objet de l'autorisation ;
- les quantités éventuellement rétrocédées ainsi que les coordonnées du repreneur ;
- le stock final.

Ces éléments de comptabilité ne sont pas assujettis à une forme particulière, mais doivent s'appuyer sur des fiches de fabrication, carnets d'emploi et autres pièces justificatives.

[59]

Lorsque les produits sont vendus au volume, la tenue d'une comptabilité au volume à 15°C n'est pas obligatoire, mais elle peut être adoptée en vue d'une plus grande rigueur comptable et pour faciliter l'explication des éventuels déficits.

[60]

c) conserver durant trois ans les documents, notamment les factures, relatifs aux quantités des produits reçus ou éventuellement vendus ou rétrocédés ;

[61]

d) tenir informée l'administration de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement de réception et d'utilisation des produits exonérés.

En cas de fermeture de l'établissement ou de cessation de l'activité relevant du régime visé par l'autorisation, l'utilisateur doit en informer l'administration au moins un mois avant la date de l'événement. Il doit donner aux produits en stock, dans le délai prescrit par le service des douanes, l'une des destinations énoncées au a) ci-dessus.

[62] e) se soumettre à toute autre obligation justifiée par les nécessités du contrôle de la destination des produits qui lui serait imposée par la décision l'autorisant à recevoir et à utiliser ces produits.

[63] f) utiliser dans son établissement de stockage pour l'entreposage des produits en exonération, des bacs, citernes ou réservoirs jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à 1500 litres. Il n'est pas exigé que le barèmage ait été effectué par le service des instruments de mesure ou un organisme agréé. Le barème de jauge existant (généralement fourni par le constructeur) doit néanmoins permettre un mesurage correct des produits.

[64] Le stockage en conditionné (fûts, bidons et emballages analogues) de produits énergétiques reçus au bénéfice du régime d'exonération, doit faire l'objet d'un entreposage spécifique au sein de l'établissement.

Les produits reçus au bénéfice du régime d'exonération ne peuvent être stockés en mélange avec des produits similaires acquis en régime de droits acquittés.

2. Autres prescriptions

a) Taux de perte

[65] Un taux de perte peut être fixé dans l'autorisation de l'utilisateur, qui doit fournir tous justificatifs utiles (fiche de fabrication notamment) pour permettre à la direction régionale compétente de le fixer.

b) Traitement des produits et des déchets obtenus après utilisation des produits

[66] Il peut résulter de l'utilisation des produits l'obtention, soit d'huiles minérales (selon les critères de classification du tarif des douanes), soit de déchets d'huiles. Dans tous les cas, dans la mesure où le produit générateur utilisé était exonéré de TIC, l'utilisation des produits ainsi obtenus à la carburation ou à la combustion, dans des conditions n'ouvrant pas droit à une exonération, est taxable.

[67] 1- Les produits résiduels sont des huiles minérales

Si les produits résiduels sont des huiles minérales figurant au tableau B et C de l'article 265 du code des douanes, ils peuvent être :

- soit réutilisés en exonération de TIC sous le couvert de l'autorisation délivrée à l'utilisateur ;
- soit soumis à taxation selon leur usage, sous réserve que ces huiles minérales possèdent les normes douanières, fiscales et administratives permettant un usage carburant ou combustible. Si tel n'est pas le cas, elles doivent être autorisées par la DRIRE compétente pour une utilisation comme combustible.
- soit rétrocédés à un entrepositaire agréé afin d'être réintégrés sous sujétion douanière (entrepôt fiscal de stockage, de production ou de valorisation). Les déclarations d'entrée dans ces établissements sous régime fiscal suspensif doivent préciser qu'il s'agit de produits repris à un utilisateur bénéficiant du régime d'exonération. Elles doivent par ailleurs mentionner :
 - le nom et l'adresse de l'utilisateur et de l'établissement d'où ces produits proviennent ;
 - la référence à la décision d'autorisation concernant l'utilisateur et cet établissement ;
 - le nom du bureau de douane de rattachement figurant dans cette décision.

Cette déclaration est accompagnée d'un exemplaire supplémentaire destiné à être adressé par le bureau contrôlant l'entrepôt fiscal de stockage, de production ou de valorisation, au bureau de rattachement de l'utilisateur qui a rétrocédé les produits.

- soit exportés vers un pays tiers à l'Union européenne. Les formalités d'exportation doivent être effectuées au bureau de douane de rattachement, sauf décision du chef de service du bureau autorisant l'utilisateur à procéder aux formalités d'exportation dans un autre bureau de douane.

[68] 2 - Les produits résiduels sont des déchets d'huiles (selon les critères de classification du tarif des douanes)

L'utilisateur, en tant que « producteur » de ces déchets, doit établir, en plus du bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI), une déclaration fiscale d'accompagnement des déchets (DFA) lors du transfert de ces produits vers leur lieu de traitement ou d'élimination. Il remplit la case A de la DFA et conserve dans sa comptabilité l'exemplaire n°1. Ce document est établi sous la responsabilité du producteur. Le transporteur-collecteur sert la case B de la DFA et conserve l'exemplaire n° 2. Lorsque le producteur des déchets est également le transporteur, il remplit les cases A et B. Les feuillets n° 3, 4, 5 et 6 accompagnent les déchets lors de leur transport. Le destinataire remplit la case D et retourne au producteur l'exemplaire n° 3 annoté, que celui-ci devra conserver dans sa comptabilité

[69] Dans la mesure où les produits générateurs de ces déchets ont été exonérés de TIC, la combustion des déchets est taxable au taux de TIC correspondant au produit énergétique équivalent. Il convient de préciser que, sauf autorisation spéciale d'une DRIRE, la seule destination autorisée pour ces déchets d'huiles est l'incinération dans un établissement classé à la rubrique 167 C de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

[70] E – Dispositions relatives au barémage des cuves

L'article 6 de l'arrêté du 13 octobre 2008 dispose que les établissements dont les capacités de stockage sont supérieures à 1 500 litres doivent être jaugés et munis par leur barème de jauge. Sont par conséquent applicables les obligations métrologiques définies ci-après :

- 1- barème DRIRE (ou organisme de jaugeage agréé, « OJA »), associé à la tenue d'une comptabilité-matières à 15°C pour des cuves contenant du gazole et des essences aux normes douanières, fiscales et administratives, et dont la capacité est supérieure à 30m³ ;
- 2- barème constructeur d'une durée inférieure à 30 ans ou, à défaut, barème dit "simplifié", associé à la tenue d'une comptabilité-matières à température ambiante pour des cuves :
 - a) contenant du gazole et des essences aux normes douanières, fiscales et administratives, et inférieures ou égales à 30m³ ;
 - b) contenant toute huile minérale taxable inscrite au tableau B et C de l'article 265 du code des douanes autre que du gazole et des essences, quelle que soit la capacité de ces cuves.

La procédure de barémage dit "simplifié", est effectuée par un OJA (dont la liste est disponible sur le site internet www.drire.gouv.fr) selon les modalités suivantes :

- dispense d'approbation préalable des plans des réservoirs par le Laboratoire national d'essais (LNE), et d'examen technico-administratif ;
- aménagement d'un puits de jauge ou d'un orifice de pige d'un diamètre minimum de 60 millimètres, permettant un mesurage manuel effectué par les services des douanes, sans qu'il soit nécessaire de créer un système de repérage interne (tube de référence). Cet orifice de pige est placé au centre de gravité du réservoir. Il est aménagé autant d'orifices de pige que de compartiments présents au sein du réservoir de stockage ;
- installation d'un guide de jaugeage et d'une plaque de touche. S'agissant des réservoirs verticaux, le guide de jaugeage peut être remplacé par un entonnoir solidaire de la plaque de touche ;
- utilisation d'une règle millimétrée ou d'un "sabre" au moyen duquel est effectué le mesurage des niveaux ;
- établissement d'une table de conversion qui associe pour toute hauteur, mesurée tous les millimètres, un volume exprimé en litres ;
- délivrance par l'OJA d'un barémage centimétrique comportant un descriptif de la capacité de stockage, la méthode de barémage utilisée, la hauteur totale témoin du bac, le nombre de compartiments le cas échéant, la validité décennale du certificat, la référence de la certification de l'OJA délivrée par la DRIRE, le cachet ainsi que la signature manuscrite du technicien de l'OJA, la date de délivrance du certificat, et en annexe la table de conversion susmentionnée ;
- apposition par l'OJA, sur le réservoir de stockage, d'une plaque de jauge mentionnant la hauteur totale témoin.

En raison d'une inclinaison trop importante du réservoir, de son instabilité, de sa déformation ou de l'aspect général des fonds incompatibles avec les règles métrologiques précitées, l'OJA peut refuser

d'effectuer un barémage dit "simplifié".

VII – REMBOURSEMENT DE LA TIPP INDUMENT ACQUITTEE

A. Le principe de remboursement

[71] Il peut arriver que, par omission ou par erreur, des produits énergétiques admissibles au bénéfice du régime d'exonération de TIC en vertu de décisions autorisant les destinataires (utilisateurs ou distributeurs) à les recevoir au bénéfice de ce régime, soient déclarés pour la consommation ou pour leur versement sur le marché intérieur, sans précision quant à leur destination privilégiée et qu'ils soient, de ce fait, soumis à la TIC.

A titre dérogatoire, la TIC - à l'exclusion de tout autre droit et taxe - pourra être restituée si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la déclaration de mise à la consommation ou de versement sur le marché intérieur des produits énergétiques en cause est déterminée avec exactitude ;
- l'identification du destinataire (distributeur ou utilisateur) permet de vérifier qu'il était autorisé à recevoir les produits en exonération.

B. La procédure de remboursement

1. Présentation de la demande

La restitution éventuelle de la TIC est subordonnée à la présentation, par le destinataire final qui a supporté la taxe en application de l'article 352 bis du code des douanes, d'une demande en ce sens auprès du chef de service du bureau de douane dont il dépend territorialement.

[72] Cette demande doit contenir notamment :

- l'exposé des circonstances de l'affaire ;
- les éléments permettant de rattacher les produits en cause à leur déclaration de mise à la consommation ou du versement sur le marché intérieur ;
- l'indication de l'établissement destinataire ;
- la photocopie de la décision administrative de la direction régionale compétente autorisant la réception dans cet établissement, des produits énergétiques de l'espèce au bénéfice du régime d'exonération.

[73] A cette demande, doivent être joints :

- une copie ou photocopie de la facture de vente des produits ;
- au cas où la TIC aurait été répercutée par le fournisseur sur le distributeur ou l'utilisateur, une attestation dans laquelle le fournisseur précise, d'une part, le montant de la TIC acquittée sur les produits énergétiques lors de leurs mises à la consommation et, d'autre part, que cette TIC a été refacturée au distributeur ou à l'utilisateur.

2. Instruction de la demande

[74] Les directeurs régionaux territorialement compétents sont habilités à décider des suites à réserver à ces demandes transmises par le service après enquête.

Lorsque le remboursement est accordé, la direction régionale saisie procède à la validation du dossier.

Une copie de la décision prise est adressée au bureau de douane dans lequel la mise à la consommation initiale a été effectuée (bureau de rattachement dont dépend le fournisseur s'il n'est pas l'opérateur qui effectue la demande de remboursement).

En cas de décision favorable, le remboursement peut être opéré, au choix de l'opérateur, selon la

procédure comptable de droit commun ou au moyen d'un certificat d'exonération modèle 272.

ANNEXE I

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Budget, des Comptes
publics et de la Fonction publique

NOR : BCFD0807993D

Décret n° 2008-1001 du 24 septembre 2008

pris pour l'application des dispositions des 2° et 3° du I et du II de l'article 265 C du code des douanes, du 2° du a du 4 de l'article 266 quinquies et des b et c du 1° du 4 de l'article 266 quinquies B du même code relatif aux produits énergétiques, mentionnés aux articles 265, 266 quinquies et 266 quinquies B du même code, qui font l'objet d'une utilisation placée en dehors du champ d'application des taxes intérieures de consommation sur les produits énergétiques.

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique,

Vu la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité, notamment le b du 4 de son article 2 ;

Vu le code des douanes, notamment ses articles 265, 265 C, 266 quinquies et 266 quinquies B ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article R.511-9 ;

Décrète :

Article 1^{er}

Pour l'application du 2° du I de l'article 265 C du code des douanes, du 2° du a du 4 de l'article 266 quinquies et du b du 1° du 4 de l'article 266 quinquies B du même code, un produit énergétique est employé à un double usage lorsqu'à la fois il est utilisé comme combustible et lorsque sa combustion est une étape nécessaire à sa transformation en vue d'obtenir un autre produit, recherché par l'opérateur, dans le but de l'utiliser.

Article 2

Sont considérés comme employés à un double usage au sens de l'article 1^{er} du présent décret, les produits énergétiques mentionnés à cet article qui sont utilisés pour les besoins d'un procédé de production faisant intervenir une opération de réduction chimique indispensable à l'obtention du produit final recherché.

Article 3

Les procédés métallurgiques mentionnés au 2° du I de l'article 265 C du code des douanes, au 2° du a du 4 de l'article 266 quinquies et au b du 1° du 4 de l'article 266 quinquies B du même code, s'entendent des activités de production et de transformation à chaud des métaux ferreux et non ferreux et de leurs alliages, mentionnés dans la colonne A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement sous les rubriques suivantes :

- 2545 - Fabrication d'acier, fer, fonte, ferro-alliages ;
- 2546 - Traitement des minerais non ferreux, élaboration des métaux et alliages non ferreux ;
- 2550 - Fonderie de plomb et alliages contenant du plomb ;
- 2551 - Fonderie des métaux et alliages ferreux ;
- 2552 - Fonderie des métaux et alliages non ferreux.

Article 4

Les procédés de fabrication de produits minéraux non métalliques mentionnés au 3° du I de l'article 265 C du code des douanes et au c du 1° du 4 de l'article 266 quinquies B du même code, s'entendent des activités de production suivantes :

- Fabrication de verre et d'articles de verre ;
- Fabrication de produits céramiques autres que pour la construction ;
- Fabrication de carreaux en céramique ;
- Fabrication de tuiles et de briques en terre cuite ;
- Fabrication de ciment, de chaux et de plâtre ;
- Fabrication d'ouvrage en béton ou en plâtre ;
- Taille, façonnage et finissage de pierres ornementales et de construction ;
- Fabrication de produits minéraux divers.

Article 5

Les opérateurs qui souhaitent recevoir, détenir, expédier ou utiliser des produits énergétiques destinés à faire l'objet d'un usage prévu aux articles 1^{er} à 4 du présent décret, non soumis aux taxes intérieures de consommation mentionnées à l'article 265 du code des douanes, s'identifient au préalable auprès de l'administration des douanes. L'identification est accordée pour une durée de cinq ans

Les opérateurs identifiés adressent à leurs fournisseurs, avant la première livraison intervenant dans le délai de cinq ans, une copie du document d'identification délivré par l'administration des douanes, certifiant que les produits énergétiques sont destinés aux usages prévus au précédent alinéa.

Tout opérateur identifié tient, par établissement de stockage ou lieu d'activité, une comptabilité de produits énergétiques et conserve pendant trois ans en plus de l'année en cours les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou utilisées.

La forme et le contenu de la demande d'identification préalable ainsi que le modèle du document d'identification délivré par l'administration des douanes sont fixés par arrêté du directeur général des douanes et droits indirects.

Article 6

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

Par le Premier ministre,

François FILLON

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Christine LAGARDE

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique

Éric WOERTH

ANNEXE II

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du Budget,
des Comptes publics
et de la Fonction publique

NOR : BCFD 0826058 A

Arrêté du 13 octobre 2008

pris pour l'application des dispositions des 2° et 3° du I et du II de l'article 265 C du code des douanes relatif aux produits énergétiques, mentionnés aux articles 265, 266 quinquies et 266 quinquies B du même code, qui font l'objet d'un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques, et fixant les mesures auxquelles doivent se conformer pour les besoins du contrôle fiscal, les fournisseurs, les distributeurs et utilisateurs de ces produits

Le ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ;

Vu la directive 2003/96/CE du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité ;

Vu le code des douanes, notamment les articles 265, 265 B, 265 C, 266 quinquies et 266 quinquies B ;

Vu le décret n° 2008-1001 du 24 septembre 2008 relatif à l'exonération de taxe intérieure de consommation pour les produits énergétiques qui font l'objet d'un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques ;

Arrête :

CHAPITRE I **OBLIGATIONS DES FOURNISSEURS**

Article 1er

Tout fournisseur qui déclare à la consommation les produits énergétiques destinés à être utilisés aux cas prévus au 2° et 3° du I de l'article 265 C du code des douanes, en vue de leur livraison à des distributeurs ou des utilisateurs, doit :

a) transmettre au bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales une copie ou photocopie de la décision d'identification concernant les nouveaux distributeurs ou utilisateurs auxquels ils sont destinés ;

b) indiquer, sur chaque déclaration de ces produits énergétiques, la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur identifié, ainsi que le lieu et l'adresse de réception et de stockage ou d'utilisation des produits énergétiques, complétés par la référence à la décision d'identification correspondante et par l'indication du service des douanes de rattachement figurant sur cette décision ;

c) tenir à la disposition du bureau de douane d'accomplissement des formalités fiscales un relevé mensuel des livraisons de produits énergétiques, par distributeur ou par utilisateur ;

e) faire figurer, pour chaque livraison de produits énergétiques aux distributeurs ou aux utilisateurs, sur les factures ou documents en tenant lieu, ainsi que sur les contrats de vente éventuels, la mention suivante : "Attention – Produits énergétiques aux usages réglementés (décret ministériel du 24 septembre 2008)."

f) lorsque les produits sont conditionnés, apposer sur les contenants, en caractères apparents et de couleur distinctive, la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (décret ministériel du 24 septembre 2008)."

CHAPITRE II

OBLIGATIONS DES DISTRIBUTEURS

Article 2

Tout distributeur adresse sa demande d'identification au directeur régional des douanes dans le ressort duquel se situe son ou ses établissements de stockage, ou son lieu d'activité principal en l'absence d'établissement de stockage. Cette identification, valable cinq ans, désigne, pour chacun des établissements ou lieux d'activité, un bureau de douane de rattachement. A l'issue du délai de 5 ans, cette identification est renouvelable à l'initiative du distributeur.

Les demandes d'identification doivent comporter les indications suivantes :

- la raison sociale du distributeur (extrait K bis), la désignation et l'adresse du lieu de réception, de stockage et de manipulation des produits ;
- la position tarifaire des produits énergétiques, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- prévision des quantités annuelles de produits énergétiques reçues, stockées et manipulées ;
- la description des moyens de stockage des produits énergétiques ;
- le cas échéant, la nature des manipulations envisagées ;
- les modes de distribution, les moyens de transport utilisés ;

- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés.

En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, lorsqu'un distributeur ne peut pas donner aux produits énergétiques les destinations autorisées dans le cadre du présent régime, il doit rétrocéder les produits énergétiques à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif.

Tout distributeur qui modifie ou qui cesse son activité est tenu d'en informer l'administration.

Article 3

Tout distributeur :

a) tient, par établissement de stockage ou lieu d'activité, une comptabilité des produits énergétiques. Cette comptabilité matières, mentionnée à l'article 5 du décret n° 2008-1001 fait apparaître au quotidien :

- les quantités reçues ;
- les quantités livrées à d'autres distributeurs ou aux utilisateurs finals ;
- le cas échéant, les quantités rétrocédées à un entrepositaire agréé ;
- les quantités en stocks.

Cette comptabilité comprend les documents justifiant toutes les quantités reçues, livrées ou rétrocédées, et donne lieu à un arrêté à la fin de chaque trimestre ;

b) adresse, avant le 10 du mois suivant la fin d'un trimestre, au bureau des douanes de rattachement de chaque lieu d'activité ou de chaque établissement de stockage une déclaration d'activité relative aux opérations du trimestre précédent, indiquant, par produit énergétique, les quantités reçues, livrées ou rétrocédées ainsi que la situation du stock ;

c) établit, pour chaque vente ou livraison de produits énergétiques, une facture ou document en tenant lieu précisant notamment la désignation et l'adresse de l'établissement du distributeur ou de l'utilisateur autorisés à recevoir le produit énergétique, complétées par la référence à la décision d'autorisation correspondante. Le distributeur fait figurer sur ces factures et documents, ainsi que sur les contrats de vente éventuels, la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (décret ministériel du 24 septembre 2008)." ;

d) appose sur les contenants des produits, en caractères apparents et de couleur distinctive, la mention suivante : "Attention - Produits énergétiques aux usages réglementés (décret ministériel du 24 septembre 2008)."

CHAPITRE III

OBLIGATIONS DES UTILISATEURS

Article 4

Les utilisateurs sont identifiés par le directeur régional des douanes territorialement compétent pour recevoir et utiliser, aux usages prévus aux 2° et 3° du I de l'article 265 C du code des douanes, les produits énergétiques. Cette identification, valable cinq ans, désigne, pour chacun des lieux d'utilisation des produits énergétiques, un bureau de douane de rattachement. A l'issue du délai de 5 ans, cette identification est renouvelable à l'initiative de l'utilisateur.

Les demandes d'identification doivent comporter les indications suivantes :

- la raison sociale (extrait K bis pour une personne morale) et l'adresse de l'utilisateur ;
- la position tarifaire des produits énergétiques, et éventuellement leur dénomination commerciale ;
- la nature de l'utilisation envisagée ;
- la description du processus de fabrication, y compris, le cas échéant, le taux de perte ;
- les quantités annuelles de produits énergétiques qu'il est prévu d'utiliser ;
- l'indication de l'endroit où la réception et l'utilisation des produits énergétiques doivent avoir lieu ;
- la description des moyens de stockage des produits énergétiques ;
- l'indication des fournisseurs appelés à livrer habituellement les produits considérés ;
- le cas échéant, la nature des produits, des résidus ou des déchets obtenus ainsi que leur destination.

Article 5

Tout utilisateur :

- a) justifie l'emploi des quantités reçues et notamment tient les éléments de comptabilité matières qui fassent apparaître, de façon hebdomadaire, les quantités utilisées ;
- b) conserve durant trois ans les documents, notamment les factures, relatifs aux quantités des produits énergétiques reçus ou éventuellement vendus ou rétrocédés ;
- c) tient informée l'administration des modifications de son activité, de l'ouverture ou de la fermeture d'un établissement de réception et d'utilisation des produits énergétiques.

En cas de fermeture d'un établissement ou de cessation d'activité, lorsqu'un utilisateur ne peut pas donner aux produits énergétiques en stock les destinations autorisées dans le cadre du présent régime, il doit rétrocéder les produits énergétiques à un entrepositaire agréé en vue de leur réintégration sous un régime fiscal suspensif.

CHAPITRE IV
AUTRES DISPOSITIONS

Article 6

Les réservoirs utilisés pour le stockage des produits énergétiques doivent être jaugés et munis de leur barème de jauge lorsque leur capacité est supérieure à mille cinq cent litres. Ces certificats doivent être fournis à l'appui des dossiers de demande d'identification.

Article 7

Indépendamment des obligations qui leur sont imposées par le code des douanes, et notamment par son article 65 en matière de communication de documents, toutes les personnes physiques ou morales intéressées à des opérations relatives aux produits énergétiques utilisés dans les cas prévus aux 2° et 3° du I de l'article 265 C du code des douanes sont tenues, à première réquisition de laisser les fonctionnaires des douanes visiter leurs installations, recenser leurs stocks de produits énergétiques et prélever les échantillons nécessaires à des analyses et, d'une manière générale, de faciliter l'accomplissement de leurs contrôles en mettant à leur disposition, gratuitement, le personnel et le matériel nécessaires.

Article 8

Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la république française.

Fait à Paris, le

*Le ministre du budget, des comptes
publics et de la fonction publique,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des douanes
et droits indirects,*

Jérôme FOURNEL

ANNEXE III



n° 13828*01

DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

Direction régionale des douanes de :

Décision¹ n° du valable jusqu'au

AUTORISATION

(modèle distributeur)

de réception, de stockage, de reconditionnement et de distribution de produits énergétiques en exonération de la taxe intérieure de consommation conformément aux dispositions :

- du 2° du I de l'article 265 C du code des douanes (double usage)².
- du 3° du I de l'article 265 C du code des douanes (procédés minéralogiques)².

I - BENEFICIAIRE (distributeur) :

- 1) Raison sociale :
- 2) Désignation et adresse du lieu de réception, de stockage ou de manipulation des produits ou du lieu de l'activité du distributeur :
- 3) Référence de la demande :
- 4) Position tarifaire des produits (dénomination commerciale facultative) :
- 5) Quantités annuelles de produits reçus, stockés et manipulés au cours du dernier exercice comptable clos :
- 6) Description des moyens de stockage des produits (vrac, conditionné, capacité et nombre de réservoirs, bacs, etc.) :
- 7) Nature des manipulations envisagées le cas échéant :
- 8) Modes de distribution, moyens de transport utilisés :

II – BUREAU DE DOUANE DE RATTACHEMENT (Désignation et adresse)

III – UTILISATION CONFORME DES PRODUITS

Les distributeurs de produits énergétiques exonérés dans le cadre de l'article 265 C - I – 2° ou 3° du code des douanes sont tenus de se conformer aux obligations posées par l'arrêté du 13 octobre 2008 explicitées par la décision administrative n° du 2009 (BOD n° du).

IV – LA PRESENTE DECISION

Annule et remplace la décision n° délivrée le (3)

V -DIFFUSION DE LA PRESENTE DECISION

L'original de la présente décision est adressée au bénéficiaire.

Une copie est adressée au bureau de rattachement.

Une copie est conservée par la direction régionale des douanes.

A , le

Le directeur régional des douanes,

1 Indiquer un numéro à 7 chiffres dont les trois premiers correspondent au numéro d'identification de la direction régionale des douanes.

2 Rayer la mention inutile

3 A servir le cas échéant

ANNEXE IV



n° 13829*01

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

Direction régionale des douanes de :

ET DROITS INDIRECTS

Décision¹ n° du valable jusqu'au

AUTORISATION

(modèle utilisateur)

d'utilisation de produits énergétiques en exonération de la taxe intérieure de consommation conformément aux dispositions :

- du 2° du I de l'article 265 C du code des douanes (double usage)².
- du 3° du I de l'article 265 C du code des douanes (procédés minéralogiques)².

I - BENEFICIAIRE (utilisateur) :

- 1) Raison sociale et adresse du bénéficiaire:
- 2) Désignation et adresse du lieu d'utilisation des produits :
- 3) Référence de la demande :
- 4) Position tarifaire des produits (dénomination commerciale facultative) :
- 5) Nature de l'utilisation :
- 6) Quantités annuelles de produits utilisés au cours du dernier exercice comptable clos :
- 7) Description des moyens de stockage des produits (vrac, conditionné, capacité et nombre de réservoirs, bacs, etc.) :
- 8) Nature des produits, résidus et autres déchets d'hydrocarbures obtenus et leur destination :

II – BUREAU DE DOUANE DE RATTACHEMENT (Désignation et adresse)

III – UTILISATION CONFORME DES PRODUITS

Les utilisateurs de produits énergétiques exonérés dans le cadre de l'article 265 C – I – 2° ou 3° du code des douanes, sont tenus de se conformer aux obligations posées par l'arrêté du 13 octobre 2008 explicitées par la décision administrative n° du 2009 (BOD n° du).

IV – LA PRESENTE DECISION

Annule et remplace la décision n° délivrée le)³

V -DIFFUSION DE LA PRESENTE DECISION

L'original de la présente décision est adressée au bénéficiaire.

Une copie est adressée au bureau de rattachement.

Une copie est conservée par la direction régionale des douanes.

A , le

Le directeur régional des douanes,

¹ Indiquer un numéro à 7 chiffres dont les trois premiers correspondent au numéro d'identification de la direction régionale des douanes.

² Rayer la mention inutile

³ A servir le cas échéant



n° 13830*01

DECLARATION TRIMESTRIELLE D'ACTIVITE DES DISTRIBUTEURS (1)

Régime fiscal d'exonération de la taxe intérieure de consommation pour les produits énergétiques faisant l'objet d'un double usage (art. 265 C – I – 2° du code des douanes et arrêté du 13 octobre 2008)

Bureau de douane de rattachement : _____ Année _____ trimestre _____

I – Renseignements généraux

Raison sociale du distributeur :

Désignation de l'établissement ou du lieu d'activité du distributeur :

Références de l'autorisation de recevoir, stocker, manipuler et distribuer les produits en exonération de TIC :

II – Déclaration d'activité

Position tarifaire du produit énergétique, par référence au tarif des douanes :

Quantités en stock au 1er jour du trimestre :

Quantités reçues au cours du trimestre :

Quantités livrées à des utilisateurs ou à d'autres distributeurs :

Quantités éventuellement rétrocédées au cours du trimestre (2) :

Pertes autorisées (le cas échéant) :

Déchets évacués (le cas échéant) :

Quantités restant en stock le dernier jour du trimestre :

(1) Cette déclaration doit être adressée au bureau de douanes de rattachement avant le 10 du mois suivant la fin du trimestre. Une déclaration d'activité doit être établie par espèce tarifaire de produit pétrolier reçu en exonération de TIC :

(2) Indiquer la quantité, la date et le nom de l'entrepôt agréé reprenant le produit ainsi que le lieu de destination dudit produit.

Certifié exact :

A _____, le _____

Le responsable de l'établissement ou du lieu d'activité,
(Nom, qualité et signature)



n° 13831*01

DECLARATION TRIMESTRIELLE D'ACTIVITE DES DISTRIBUTEURS (1)

Régime fiscal d'exonération de la taxe intérieure de consommation pour la fabrication de produits minéraux non métalliques (art. 265 C – I – 3° du code des douanes et arrêté du 13 octobre 2008)

Bureau de douane de rattachement : _____ Année _____ trimestre _____

I – Renseignements généraux

Raison sociale du distributeur :

Désignation de l'établissement ou du lieu d'activité du distributeur :

Références de l'autorisation de recevoir, stocker, manipuler et distribuer les produits en exonération de TIC :

II – Déclaration d'activité

Position tarifaire du produit énergétique, par référence au tarif des douanes :

Quantités en stock au 1er jour du trimestre :

Quantités reçues au cours du trimestre :

Quantités livrées à des utilisateurs ou à d'autres distributeurs :

Quantités éventuellement rétrocédées au cours du trimestre (2) :

Pertes autorisées (le cas échéant) :

Déchets évacués (le cas échéant) :

Quantités restant en stock le dernier jour du trimestre :

(1) Cette déclaration doit être adressée au bureau de douanes de rattachement avant le 10 du mois suivant la fin du trimestre. Une déclaration d'activité doit être établie par espèce tarifaire de produit pétrolier reçu en exonération de TIC :

(2) Indiquer la quantité, la date et le nom de l'entrepôt agréé reprenant le produit ainsi que le lieu de destination dudit produit.

Certifié exact :

A _____, le _____

Le responsable de l'établissement ou du lieu d'activité,
(Nom, qualité et signature)

REGIME D'EXONERATION DE TIC POUR LE DOUBLE USAGE ET LA FABRICATION DE PRODUITS MINERAUX NON METALLIQUES

Tableau de synthèse

Opérateurs	<p align="center">Produits des tableaux B et C vrac et conditionné</p> <p align="center">(régime de droit commun)</p>
FOURNISSEUR	<p align="center">Copie autorisation clients</p> <p align="center">Coordonnées clients adresses lieu de réception et/ou d'utilisation sur la déclaration en douane</p> <p align="center">Engagement livraison aux clients désignés</p> <p align="center">Relevé mensuel</p> <p align="center">Mentions sur factures et contenants</p>
DISTRIBUTEUR	<p align="center">Autorisation préalable</p> <p align="center">Comptabilité matières</p> <p align="center">Déclaration d'activité trimestrielle</p> <p align="center">Coordonnées clients adresses lieu de réception et/ou d'utilisation nature produit sur les factures</p> <p align="center">Mentions sur factures et contenants</p> <p align="center">Rétrocession à un EA ¹</p> <p align="center">Tenir l'administration informée des modifications autorisation ou fermeture</p> <p align="center">Jaugeage/barèmage cuves supérieures à 1 500 litres</p>
UTILISATEUR	<p align="center">Autorisation préalable</p> <p align="center">Documents conservés pendant 3 ans</p> <p align="center">Comptabilité matières</p> <p align="center">Autres obligations</p> <p align="center">Rétrocession à un EA</p> <p align="center">Tenir l'administration informée des modifications autorisation ou fermeture</p> <p align="center">Jaugeage/barèmage cuves supérieures à 1 500 litres</p>

¹ On entend par « rétrocession à un EA » le fait de sortir les produits du régime d'exonération de TIC, lorsque ces produits ne peuvent recevoir les destinations autorisées par le présent arrêté.